



BRIEFING PAPER

# De la crise à la transition :

# Les médias au

# Burkina Faso

ims

INTERNATIONAL  
MEDIA SUPPORT

Janvier 2015

Ce rapport a été publié au Danemark par International Media Support (IMS).

International Media Support (IMS) est une organisation à but non lucratif qui travaille avec les médias dans les pays touchés par les conflits armés, l'insécurité humaine et la transition politique. IMS intervient dans quatre continents, dans le but de renforcer les pratiques professionnelles et d'assurer que les médias et les travailleurs des médias peuvent fonctionner dans des circonstances difficiles.

[www.mediasupport.org](http://www.mediasupport.org)

Communiquez avec nous :

<http://facebook.com/InternationalMediaSupport>

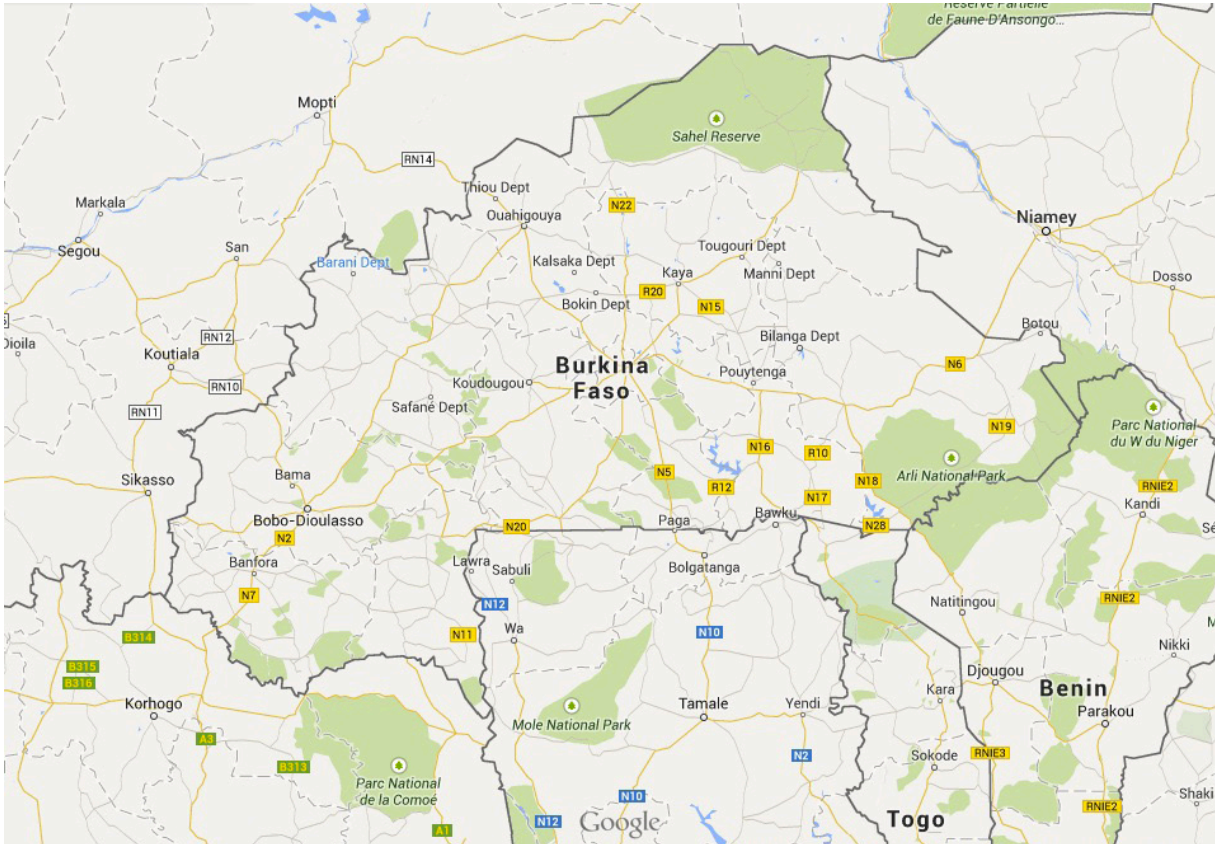
<http://twitter.com/forfreemedia>

Ce rapport a été rédigé par Michelle Betz de Betz Media Consulting pour International Media Support (IMS).

Photo page de couverture : Affiches et publications couvrant l'histoire du Président Compaoré évincé. Photo : Michelle Betz, Betz Media Consulting

# Acronymes

<b>AJB</b>	Association des Journalistes du Burkina
<b>APAC</b>	Association des Professionels Africaines de la Communication
<b>CFI</b>	Canal France International
<b>CNP-NZ</b>	Centre National de la Presse Norbert Zongo
<b>CNT</b>	Conseil National de la Transition
<b>CSC</b>	Conseil Superieur de la Communication
<b>IPERMIC</b>	Institut Panafricain d'Etude et de Recherche sur les Médias, l'Information et la Communication
<b>ISTIC</b>	Institut des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication
<b>IVR</b>	Interactive voice response
<b>OBM</b>	Observatoire Burkinabé des Medias
<b>RTB</b>	Radiodiffusion Television du Burkina
<b>SEP</b>	Société des Editeurs de Presse
<b>SYNATIC</b>	Syndicat Autonome des Travailleurs de l'Information et de la Culture
<b>UNALFA</b>	Union Nationale de l'Audiovisuel Libre du Faso



Map data: Google

# Contents

Acronymes.....	3
1. Contexte .....	6
1.1 La crise actuelle .....	7
1.2 La crise actuelle et les médias .....	10
2. Le Paysage médiatique .....	11
2.1 Cadre juridique et réglementaire.....	11
2.2 La presse écrite .....	13
2.3 La radiodiffusion publique .....	13
2.4 Les radios privées, communautaires, confessionnelles et associatives.....	14
2.5 La télévision .....	15
2.6 En ligne.....	15
2.7 L'enseignement du journalisme .....	15
2.8 Les associations des médias .....	16
2.9 Le Mobile.....	17
3. Les défis rencontrés par les journalistes et le secteur des médias .....	17
4. Les organisations internationales de développement des médias actifs au Burkina Faso .....	18
5. Recommandations.....	19
6. Annexes .....	21
Annexe I.....	21
Annexe II.....	23
Annexe III.....	24

# 1. Contexte

Le Burkina Faso est un pays enclavé et pauvre, même sur la base du niveau de l'Afrique de l'Ouest. Le pays souffre de sécheresses récurrentes et plus récemment, un soulèvement populaire (insurrection populaire, comme on l'appelle localement) a contraint le leader de longue date, le Président Blaise Compaoré à quitter le pouvoir à la fin d'octobre 2014. Compaoré a été président pendant 27 ans suite à son arrivée au pouvoir grâce à un coup d'Etat au cours duquel a passé l'assassinat de son ami, le président d'alors, Thomas Sankara, en octobre 1987.

Compaoré a pu se maintenir au pouvoir si longtemps en grande partie grâce aux amendements constitutionnels. En juin 1991, une nouvelle constitution a été adoptée instituant la quatrième république. En avril 2000, la constitution a été modifiée à nouveau, cette fois-ci réduisant le mandat présidentiel de sept à cinq ans et permettant également au président de ne pouvoir être réélu qu'une seule fois. En dépit de cela, Compaoré a été réélu en avril 2005, remportant 80% des voix ; puis de nouveau en novembre 2010, une fois de plus avec 80% des voix. Cependant, c'est sa dernière tentative de modifier l'article 37 de la Constitution qui a conduit à la situation actuelle.

Du fait d'être entouré de la Côte d'Ivoire, le Mali, le Bénin, le Ghana, le Togo et le Niger, le pays a subi une certaine instabilité et des tensions à cause des troubles enregistrés dans certains de ces pays. Un rapport publié par International Crisis Group (ICG) à ce propos en 2013 déclarait



Les émeutes dans les rues de Ouagadougou, au Burkina Faso, en Octobre 2014.  
Photo: Day Donaldson

que : « Préserver la stabilité du Burkina Faso est d'autant plus important étant donné que le pays se trouve au centre d'une région de plus en plus instable, avec la crise politique et militaire au Mali voisin pouvant éventuellement déborder au Niger, un autre pays frontalier. Le Burkina Faso a pu éviter des bouleversements similaires jusqu'à présent, grâce à sa stabilité interne et un dispositif sécuritaire robuste. Cependant la détérioration du climat politique dans la perspective de 2015 pourrait rendre le pays plus vulnérable. Une élection présidentielle est également prévue pour 2015 en Côte d'Ivoire, un pays avec lequel le Burkina Faso entretient des liens très étroits. Cette relation particulière et la présence d'une communauté burkinabé importante dans le pays, signifie qu'une crise politique à Ouagadougou pourrait avoir un impact négatif sur une Côte d'Ivoire encore fragile. »<sup>1</sup>

En effet, Compaoré a joué un rôle important dans la politique régionale. En novembre 2012, par exemple, il était le médiateur des pourparlers qui se sont tenus afin de résoudre la crise au Mali où les islamistes et d'autres groupes rebelles avaient pris le contrôle du nord.

ICG a également noté que « L'opposition est divisée et manque de capacité financière et de leaders charismatiques et expérimentés; et aucune des figures emblématiques du parti au pouvoir a pu émerger comme un successeur crédible. Si Compaoré ne parvient pas à gérer efficacement son départ, le pays pourrait subir un bouleversement politique semblable à celui qui a secoué la Côte d'Ivoire dans les années 1990, après la mort de Félix Houphouët-Boigny. »<sup>2</sup>

En août 2014, la Fédération des journalistes africains a mis en garde contre les menaces à la liberté de la presse ; et lors des manifestations intervenues au mois d'octobre, la télévision nationale a été saccagée. Il est probable qu'il y aura des menaces permanentes à la liberté de presse au cours de la transition et avant les élections prévues pour novembre 2015.

À la lumière de la crise actuelle (voir ci-dessous), International Media Support (IMS) a entrepris une mission de 4 jours à Ouagadougou pour examiner l'état actuel des médias, compte tenu de la crise, ainsi que les besoins du secteur des médias et ceux des professionnels des médias, en rapport avec la période de transition et les prochaines élections.

La Consultante IMS, Michelle Betz, a dirigé la mission, assistée du correspondant burkinabé de Media Foundation for West Africa, Youssef Ouedraogo. Betz et Ouedraogo ont rencontré plus de 20 journalistes et acteurs des médias au cours de ladite mission (16-20 novembre 2014).

## 1.1 La crise actuelle

L'on pourrait dire que la crise actuelle a effectivement commencé en février 2011, lorsque la mort d'un écolier en garde à vue a provoqué un soulèvement à travers le pays; le timing a coïncidé avec le printemps arabe et certains ont pensé que cela pourrait constituer le début d'un printemps burkinabé. Les émeutes se sont poursuivies jusqu'en avril 2011, couplées avec des soldats et des gardes présidentiels qui revendiquaient leurs indemnités de logement impayées et les magistrats qui ont entamé une grève. En outre, des milliers de personnes ont manifesté à cause des prix des denrées alimentaires de première nécessité. Il y a eu d'autres manifestations en décembre 2013 et janvier 2014 lorsque Compaoré a de nouveau soulevé la question de la modification de la Constitution afin de lui permettre de briguer un autre mandat.

1 International Crisis Group, "Burkina Faso: With or without Compaoré, Times of Uncertainty", Africa Report No. 205, 22 July 2013. <http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/west-africa/burkina-faso/205-burkina-faso-avec-ou-sans-compaore-le-temps-des-incertitudes.aspx>

2 ICG, Africa Report No. 205.



Le Parlement au Burkina Faso incendié. Photo: Michelle Betz, Betz Media Consulting

En octobre 2014, les manifestants sont encore descendus dans la rue pour protester contre la dernière tentative de Compaoré de modifier la Constitution. Suite à une pression assez forte et de violentes manifestations contre une éventuelle prorogation de son règne de 27 ans par un amendement constitutionnel, Compaoré a démissionné le 31 octobre 2014.

Le problème en question était l'intention de Compaoré de modifier l'article 37 de la Constitution qui stipule que le Président du Burkina Faso ne saurait être réélu plus d'une fois. Compaoré qui avait déjà été réélu souhaitait changer cette clause en soumettant la question au vote à l'Assemblée nationale, qui était sous le contrôle de son parti et de ses alliés.

L'immeuble abritant le Parlement, le siège du parti au pouvoir, la télévision nationale, le palais présidentiel, au moins deux hôtels et plusieurs autres propriétés appartenant à la famille Compaoré ou au parti au pouvoir, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), ont été incendiés par les manifestants le 30 octobre. 24 personnes ont été tuées lors des dites manifestations; le gouvernement a retiré le projet de loi le même jour. Les manifestants étaient en grande partie des jeunes qui estimaient qu'ils n'avaient rien à perdre, étant donné que la plupart n'avaient connu que Compaoré comme Président.

L'armée a annoncé la dissolution du Parlement et une semaine plus tard, le 9 novembre 2014, les partis d'opposition, des associations de la société civile et les chefs religieux sont tombés d'accord sur un plan de retour à un régime civil qui comprend la création d'un gouvernement intérimaire. Ledit gouvernement a été formé le 23 novembre 2014. À un moment donné, très tôt pendant le soulèvement, il était difficile de savoir qui gouvernerait, étant donné que le Chef d'Etat-major de l'armée, le Général Honoré Nabéré Traoré, et l'adjoint au chef de la Garde présidentielle, le lieutenant-colonel Isaac Zida, ont tous les deux prétendu être chef de l'Etat. Zida a finalement prévalu.

Le 3 novembre, l'Union africaine (UA) a demandé à l'armée burkinabé de rendre le pouvoir aux civils dans les deux semaines. Une semaine plus tard, l'opposition et les associations de la société civile ont convenu d'un plan pour la transition qui prévoyait de nouvelles élections



en novembre 2015, un président civil intérimaire, un gouvernement de 25 membres et un parlement de transition (Conseil National de Transition - CNT) avec 90 sièges.<sup>3</sup>

Le 16 novembre, un président de transition a effectivement déjà été nommé (le diplomate chevronné Michel Kafando) marquant ainsi le retour à un régime civil. Kafando a alors nommé Zida premier ministre, qui à son tour, a formé un gouvernement dans lequel l'armée occupe les postes clés de la défense (également détenue par Zida), de l'intérieur, des mines. Kafando servira également de ministre des Affaires étrangères.

Un intellectuel a noté que : « Kafando est un bon diplomate, mais pas un homme d'action; et c'est là qu'intervient Zida ». Il a également déclaré que l'armée continue à être divisée entre l'élite et « le reste » qui n'ont rien ; et si cela n'est pas résolu, il pourrait y survenir d'autres problèmes.

Il est intéressant de noter que parmi les cinq personnalités proposées au poste de président de la transition figuraient deux journalistes : Cherif Sy et Newton Ahmed Barry. Sy a pu franchir toutes les étapes pour se retrouver parmi les trois derniers. Selon plusieurs personnes interrogées, ceci démontre le rôle important que jouent les journalistes dans la société burkinabè et comment ils sont perçus par le public.

Il faudra prendre en compte plusieurs éléments lorsque le pays se prépare pour les élections qui devraient se tenir en septembre ou octobre 2015. Tout d'abord, Kafando, en tant que président par intérim, ne pourrait pas se présenter aux élections, au même titre que Zida, à moins qu'il ne démissionne de l'armée au moins six mois avant les élections. En outre, les partis d'opposition ont été gravement affaiblis pendant les années Compaoré et la société civile n'est pas bien organisée. Cela signifie que les médias ont essentiellement servi de « contre-pouvoir » ou de contrepoids au gouvernement, et partant, jouent un rôle clé.

Plusieurs personnes interrogées ont également souligné la fragilité de la situation actuelle. Selon une certaine opinion « le Burkina Faso a toujours été très tolérant concernant les différences religieuses, mais cela pourrait changer. » Un autre a fait remarquer « qu'il s'agit maintenant d'une phase de compromis. La société civile n'est toujours pas organisée et ceux qu'elle proposait pour président de la transition n'avaient simplement pas l'expérience requise pour diriger un pays ». Ceci explique pourquoi la nomination de l'armée [Kafando] a réussi. A son avis, « L'armée est mieux organisée et disciplinée ayant ainsi un très grand avantage sur la société civile ».

La même source a également fait la déclaration selon laquelle si Zida ne poursuit pas Blaise Compaoré (qui est apparemment aujourd'hui au Maroc après s'être enfui d'abord en Côte d'Ivoire) afin de le traduire en justice, il ne pourrait pas être pris au sérieux; le peuple revendique la justice. Il a déclaré que les médias doivent maintenant mettre l'accent sur « la démystification de la démocratie, étant donné que jusqu'à présent il n'y a eu qu'un placage de la démocratie ».

Enfin, il est important de noter que la plupart des manifestations ont été organisées par les jeunes (qui représentent plus de la moitié de la population) - portant des chemises qui affichaient « Tirez sur moi » ou « Tuez-moi », lorsqu'ils se trouvaient face aux soldats. Les jeunes Burkinabés pensent qu'ils n'ont rien à perdre ; et selon une source, même l'armée a peur des citoyens aujourd'hui.

3 30 personnes sont tirées des partis politiques de l'opposition, 25 de la société civile, 25 de l'armée et 10 de l'ancien parti majoritaire

## 1.2 La crise actuelle et les médias

« Les médias étaient les principaux acteurs de manière positive [pendant la crise]. Le peuple avait oublié le rôle clé qu'ils jouent. »

*Cheriff Sy, Président, SEP*

En effet, le rôle des médias dans la crise actuelle a été indéniable. Les médias ont été d'une importance cruciale à plusieurs égards : (1) expliquant le sens de l'article 37 et les enjeux liés à d'éventuels amendements; (2) ne cédant pas aux tentations de discours de haine et de contenu susceptible de créer des divisions; et, (3) s'assurant que les journalistes étaient sur le terrain et étaient en mesure de constater le déroulement des événements, et relayaient les informations à leurs organes.

Pratiquement tous ceux qui ont été interviewés ont estimé que les médias ont joué un rôle important et ce faisant, ont pu changer le jeu. Certains ont déclaré que les médias frisent le bord de devenir un acteur politique, en comblant le vide laissé par plusieurs années d'une société civile fracturée et fragilisée et une opposition politique faible. D'autres ont déclaré que la presse a été l'épicentre du débat.

Selon un journaliste chevronné, il ne pouvait pas imaginer comment les médias ont réussi à réaliser la couverture comme ce fut le cas, pendant la crise. Les chaînes radio ont abattu un travail admirable : « Elles sont des magiciennes. Elles ont surmonté des obstacles incroyables [...] Si elles n'avaient pas été là, nous n'aurons jamais eu cette insurrection. »

Selon un professeur de l'Université de Ouagadougou, c'est parce que l'Assemblée nationale n'a pas fait son travail et le système judiciaire était corrompu que les médias se sont arrogés les rôles de ces deux organismes. Il estime que cela se poursuivra maintenant plus que jamais.

D'autres ont souligné que si les médias ne sont pas pris en charge, alors, le rôle clé qu'ils ont pu jouer pourrait être compromis pendant la transition et ils pourraient être incapables de poursuivre le travail amorcé.

Les médias les plus importants pendant la crise étaient des chaînes radio ; et alors que beaucoup d'entre elles se sont autocensurées pendant la crise ou se sont arrêtées durant quelques heures ou pendant une journée ou deux, une seule chaîne, Omega FM à Ouagadougou, a poursuivi la diffusion en continu tout au long de la crise (généralement considérée comme ayant eu lieu du 30 octobre au 1er novembre). Malgré cette autocensure, il semble que les journalistes ont plus de détermination que jamais et peut-être qu'ils sont même plus courageux maintenant que Compaoré a quitté le pouvoir.

Cependant, la radio n'était pas le seul acteur clé. Les journaux se sont épuisés et la communauté internationale s'est fortement appuyée sur les médias en ligne locales (comme LeFaso.net et Burkina24) malgré le fait que les services de SMS et Internet aient été fermés par le gouvernement pendant deux jours.

Les journalistes étaient indispensables lorsqu'il s'agissait d'expliquer au public l'article 37 de la Constitution et les implications de sa modification. Presque toutes les personnes interrogées ont déclaré que les médias ont bien joué leur rôle de chien de garde, et ceux-ci et le public en général, comprennent bien son importance.

Ce n'était pas uniquement le public qui a reconnu le rôle clé joué par les médias. Lors d'une réunion tenue récemment avec les propriétaires des organes de presse, le lieutenant-colonel Zida a fait des compliments aux médias : « là où dans d'autres pays la presse profite de ce genre de situation pour exacerber les antagonismes pour créer davantage de division, la presse burkinabé a été plus promotrice de paix qu'autre chose ».<sup>4</sup>

Cependant, il y a également eu des conséquences négatives de la crise sur les médias. La télévision publique et la radio à Ouagadougou ont été pillées, la télévision étant particulièrement ciblée. Certains journalistes ont également été victimes des menaces et au moins un d'entre eux continue de recevoir des menaces quotidiennes en raison de son travail de journaliste, et par conséquent n'a pas pu rester chez lui depuis le début de la crise à cause de ces menaces.

Enfin, certaines personnes interrogées ont également exprimé la crainte que le type de médias haineux de la Radio Milles Collines puisse surgir. Selon l'une d'elles : « Nous construisons une nouvelle Burkina Faso et les médias [partisans] présentent un danger. Nous ne vivons pas un conte de fées. Il y aura beaucoup à faire ». Un autre a souligné le rôle important que les médias auront à jouer pendant la transition : « les médias devront atténuer les tensions et calmer la situation ».

Pourtant, malgré cela, le sentiment dominant était celui de l'espoir pour les médias du Burkina Faso et pour le pays dans son ensemble, au cours de cette période de transition. Pour beaucoup, la crise et la période de transition représentent une occasion pour le changement - pour les radiodiffuseurs publics, pour les femmes, pour les organes de médias d'accroître leurs auditoires et pour des modifications législatives. Selon Cheriff Sy « Nous devons saisir l'opportunité d'apporter des modifications à la législation, des changements qualitatifs réels tels que le droit d'accéder à l'information et la dépénalisation. C'est une occasion d'adopter de nouvelles lois ».

La plupart des personnes interrogées estiment que la période de transition mettra l'accent sur la réconciliation nationale et la justice, et il est évident que les médias auront un rôle important à jouer dans tout cela.

## 2. Le Paysage médiatique

Le Burkina Faso dispose d'un secteur médiatique assez dynamique avec quelque 250 maisons de presse à travers le pays. Comme c'est le cas dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne, la radio est toujours roi, bien que la presse écrite, la télévision et les médias en ligne jouent de plus en plus un rôle majeur.

### 2.1 Cadre juridique et réglementaire

La constitution et la loi du Burkina Faso, garantissent la liberté d'expression et de presse. Tous les médias sont sous la tutelle administrative et technique du Ministère des Communications, qui est chargé d'élaborer et de mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière d'information et de communication. Le Conseil Supérieur de la Communication (CSC), un organisme semi-autonome rattaché au Bureau du Président, veille sur le contenu

---

4 <http://www.fasozine.com/crise-au-burkina-yacouba-isaac-zida-satisfait-du-comportement-de-la-presse/>



Affiches et publications couvrant l'histoire du Président Compaoré évincé.  
Photo: Michelle Betz, Betz Media Consulting

des programmes de la radio et de la télévision, des journaux et des sites Internet, afin de faire respecter les normes d'éthique professionnelle et la politique du gouvernement. En juin 2012, la Constitution a été modifiée afin d'institutionnaliser le CSC, qui désormais peut convoquer les journalistes et émettre des avertissements pour des infractions subséquentes. Les audiences peuvent porter sur la diffamation, les troubles de la paix, l'incitation à la violence, ou les violations de la sécurité de l'Etat.<sup>5</sup>

Le président de la CSC est nommé par le Président de la République. Etant donné que l'actuel président a été nommé il y a deux mois, il est peu probable qu'elle sera remplacée au cours de la période de transition.

Alors que le CSC a la responsabilité de veiller sur les médias, son Rapport public 2013 semble indiquer que tout contrôle est focalisé sur l'évaluation de la couverture des différents partis politiques et rien de plus. En effet, beaucoup de personnes interrogées se sont plaintes que l'organe n'est pas crédible car il est rattaché au gouvernement, et par conséquent pas indépendant.

La convention collective qui existe pour le secteur des médias stipule que tous les représentants des médias doivent avoir une carte de presse. Cependant, la réalité est que la convention collective n'est pas appliquée et la plupart des travailleurs du secteur des médias ne voient aucune valeur ajoutée lorsqu'ils possèdent la carte de presse. Ils estiment que la carte d'identité délivrée par leur organe de presse est largement suffisante. Par conséquent, de nombreux journalistes et autres professionnels des médias continuent de travailler sans carte de presse.

Plusieurs personnes interrogées ont mis l'accent sur trois questions qui, selon elles, ont besoin de modifications et / ou de nouvelles lois : une loi d'accès à l'information (n'existe pas actuellement); la dépénalisation des délits de presse tels que la diffamation; ainsi que la modification de la loi régissant le radiodiffuseur public et le CSC à rendre les deux organismes

5 U.S. State Department Human Rights Report 2013  
<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm#wrapper>

indépendants du gouvernement et de s'assurer que les cadres supérieurs sont recrutés sur la base du mérite et non nommé.

## 2.2 La presse écrite

Il existe quelques 70 journaux, dont neuf quotidiens, 12 hebdomadaires, 23 bimensuels et 25 mensuels. *L'Observateur*, créé en 1973, est le journal le plus ancien et le plus lu au Burkina Faso.

Il existe plusieurs journaux spécialisés dans le journalisme d'enquête : *L'Événement*, *Le Reporter*, *Mutations*, *Bendre*, qui ont tendance à critiquer le gouvernement. Les journaux qui sont proches de l'ancien président et le CDP sont *L'Opinion* et *L'Hebdo*. Sidwaya est le journal de l'État.

Même les plus grands journaux ne vendent que 4000 à 5000 exemplaires et sont distribués presque exclusivement dans la capitale en raison du manque d'accès à l'intérieur du pays et à l'absence d'un système de distribution approprié. Dans certains villages, un véhicule n'arrive qu'une fois tous les trois jours.

## 2.3 La radiodiffusion publique

Le radiodiffuseur public dispose de la radio et de la télévision et diffuse des émissions dans une grande partie du pays avec dix chaînes radio et trois chaînes de télévision (uniquement celles de la capitale ont été pillées). Il n'y a que très peu de travail qui mérite d'être considéré comme une couverture des informations de fond sur la radio ou à la télévision, la plupart de la couverture étant consacrée à des réunions et conférences de presse des différents ministres et autres autorités du Gouvernement.



A l'intérieur du Ouaga FM basée à Ouagadougou. Photo: Michelle Betz, Betz Media Consulting

Beaucoup estiment que le radiodiffuseur public n'était pas important lors de la crise, hormis le fait que la radio et la télévision ont été pillées. Selon Cheriff Sy, « les médias publics n'ont pas eu de rôle majeur. Le peuple sait à quoi s'attendre d'eux, les considérant tout simplement comme le porte-parole du Gouvernement ».

La télévision publique a été pillée le 30 octobre 2014 résultant en une perte de tous les ordinateurs de la salle de rédaction, de nombreux ordinateurs portables appartenant aux personnels, tous les équipements de streaming et quelques archives vidéo. Il y a également eu d'importants dégâts causés aux bâtiments et aux véhicules.

En discutant avec plusieurs personnes liées à la télévision publique, il est évident qu'il existe un écart important entre la direction et les journalistes sur le terrain. Déjà l'année dernière, les journalistes employés par les médias publics ont déclaré qu'ils ont été censurés par le Ministère de la Communication et empêchés de couvrir certaines activités de l'opposition politique, une accusation niée par le Gouvernement. Par conséquent, des journalistes de médias publics ont manifesté devant le Ministère de la Communication en juin 2013 pour protester contre la censure du Gouvernement et l'interférence éditoriale. Les journalistes ont également exigé de meilleurs salaires et plus d'avantages.

Les journalistes de ces médias ont déclaré qu'ils continueront à manifester jusqu'à ce que les modifications soient apportées. Ils sont clairs par rapport à leurs attentes : ils souhaiteraient voir des modifications dans la législation régissant le diffuseur de sorte qu'il ne sera plus rattaché à l'Etat mais plutôt à un radiodiffuseur public suivant le modèle de la British Broadcasting Corporation(BBC). En outre, ils voudraient que tous les recrutements soient faits sur la base des compétences, de l'expérience et du mérite, plutôt que par des nominations de la part du Gouvernement ou bien le recrutement d'amis et de parents qui caractérise le système actuel. Un employé de la télévision publique a déclaré qu'il aimerait avoir l'occasion de se débarrasser de tout le personnel et de réembaucher sur la base des compétences.

## 2.4 Les radios privées, communautaires, confessionnelles et associatives

Selon un rapport publié en 2013, il existe près de 150 chaînes de radio à travers le pays, parmi lesquelles 38 chaînes de radio religieuses/confessionnelles, 42 chaînes communautaires, 36 chaînes commerciales, 19 chaînes communautaires, 4 chaînes institutionnelles ainsi que la chaîne d'Etat et de chaînes internationales.<sup>6</sup>

L'unique chaîne radio qui a été citée à plusieurs reprises était celle basée à Ouagadougou - Omega FM. Cette chaîne, consacrée aux nouvelles et aux informations depuis 2012, a été très remarquée lors de la crise car elle était la seule à avoir diffusé sans interruption pendant toute la durée de la crise. Comme le rédacteur en chef l'a déclaré : « Si notre objectif est de diffuser les nouvelles, alors nous le ferons; nous n'envisageons même pas de ne pas diffuser. » En effet, la crise a eu un impact positif sur cette chaîne en lui offrant une occasion idoine d'accroître son auditoire, étant donné que la chaîne a eu beaucoup d'auditeurs pour la première fois au cours de la crise.

Plusieurs radios locales avaient des émissions interactives (libre antenne) donnant aux populations l'occasion de s'exprimer. Selon un journaliste chevronné, cette interactivité existait non seulement entre les journalistes et les auditeurs, mais a également offert l'occasion aux auditeurs d'interagir avec d'autres auditeurs.

---

6 Conseil supérieur de la communication. Rapport public 2013.

## 2.5 La télévision

Pour un pays de la taille du Burkina Faso le nombre de chaînes de télévision est surprenant. Il existe 21 chaînes de télévision privées dont 6 chaînes confessionnelles, une chaîne communautaire, 13 chaînes commerciales et une chaîne internationale, y compris la chaîne de télévision publique.

Comme dans la plupart des pays d'Afrique sub-saharienne, il y a eu très peu ou pas d'études d'auditoire menées, et par conséquent toute donnée ayant trait à l'auditoire est tout simplement anecdotique. Les personnes interrogées ont laissé entendre que les Burkinabé regardent les informations télévisées pour confirmer ce qu'ils ont entendus, soit dans la rue soit à la radio, ainsi suggérant un certain niveau de crédibilité.

## 2.6 En ligne

Dans un pays où seulement 4,4% de la population a accès à l'Internet, il est surprenant que les médias en ligne sont relativement populaires au Burkina Faso, notamment dans la capitale, Ouagadougou.

Il existe 14 sites consacrés à l'information en ligne, dont le plus visité est Lefaso.net, lancé en 2004. LeFaso.net est cité comme étant la source la plus fiable et populaire d'information en ligne. Ils ont quelques 40 000 à 45 000 visiteurs par jour et ils pensent qu'environ 50% d'entre eux proviennent de l'intérieur du pays.<sup>7</sup> Lefaso.net dispose de correspondants à travers le pays et 10 journalistes dans la capitale. LeFaso.net a déclaré que le nombre de ses visiteurs s'est accru de manière significative pendant et immédiatement après la crise et de nombreuses personnes interrogées ont salué l'organe pour le travail qu'il a abattu.

Sur le plan juridique, les sites d'information en ligne sont couverts par la même législation que la presse écrite et ils paient les impôts au même titre que la presse écrite. Il n'existe pas de restrictions gouvernementales sur l'accès à l'Internet, bien que le CSC veille sur les sites internet et les forums de discussion pour faire respecter la réglementation en vigueur.

## 2.7 L'enseignement du journalisme

Il existe plusieurs instituts de journalisme, y compris l'Institut des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (ISTIC) qui est l'institut de journalisme et de la communication géré par l'Etat. ISTIC existe depuis 40 ans et la plupart de ses étudiants sont des fonctionnaires qui s'y inscrivent pour des cours de perfectionnement. Tout enseignement est basé sur la théorie et il n'existe aucune formation pratique à l'école. ISTIC souffre gravement d'une déficience au niveau des outils de base dont ont besoin les journalistes et techniciens afin d'être efficaces lorsqu'ils se déplacent pour travailler dans le secteur des médias. Il n'existe aucune connexion Internet, pas d'ordinateurs et aucun équipement technique que pourraient utiliser les étudiants pour la pratique. Le financement que reçoit l'école a diminué énormément et il lui a été recommandé de trouver ses fonds propres.

Il existe également l'Institut Panafricain d'étude et de recherche sur les médias, l'information et la communication (IPERMIC) à l'Université de Ouagadougou, dirigé par un ancien Ministre

---

<sup>7</sup> Les responsables de LeFaso.net étaient incapables de fournir des éclaircissements concernant s'il s'agissait des visiteurs uniques ; mais il est fort probable que ce soit le nombre total des visiteurs.



Voitures brûlées à l'Assemblée nationale, Octobre 2014. Photo: Michelle Betz, Betz Media Consulting

de la Communication (qui a travaillé sous Sankara). IPERMIC offre des diplômes de Master en médias et communications. L'université compte également un département de journalisme.

## 2.8 Les associations des médias

Il existe de nombreuses associations et organisations regroupant ceux qui travaillent dans le secteur des médias au Burkina Faso.

Peut-être le point de convergence majeur pour tous les journalistes est le Centre National de la Presse Norbert Zongo (CNP-NZ). Le comité directeur du Centre estime que toutes les activités liées aux médias doivent passer par le Centre. Cependant, après plusieurs visites au Centre, le sentiment général fut qu'elle était sous la gestion de la vieille garde des journalistes; très peu de jeunes journalistes y ont été vus.

Certaines des principales organisations comprennent :

- Syndicat Autonome des Travailleurs de l'Information et de la Culture (SYNATIC) : L'organe collectif pour les travailleurs du secteur des médias. Sous tutelle administrative du Ministre de la Communication et de la Culture.
- Association des Journalistes du Burkina (AJB) : Créée en 1988, AJB est une organisation professionnelle pour les journalistes du Burkina. AJB a tenu tout récemment son assemblée



(après notre mission), et un nouveau président a été élu en remplacement du président sortant Jean-Claude Meda.

- Association des Professionnels Africains de la Communication (APAC) : une organisation panafricaine consacrée aux femmes dans les médias. Son objectif est de valoriser le rôle des femmes travaillant dans le secteur des médias ainsi que d'améliorer l'image des femmes dans les médias. Malgré le fait qu'elle soit dirigée par un chef très dynamique, l'organisation n'est pas particulièrement active, bien qu'elle élabore actuellement son plan d'action triennal.
- Société des Editeurs de Presse (SEP) : Une association pour les propriétaires des journaux. Elle gère le CNP-NZ en collaboration avec AJB et SYNATIC.
- Observatoire Burkinabé des Médias (OBM) : un organe d'autoréglementation mis en place récemment qui voudrait s'occuper du suivi (de l'éthique et autres), mais qui manque les moyens de le faire. Il organise des ateliers occasionnels et a soumis son plan d'action biennal à l'IMS.
- Union Nationale de l'Audiovisuel Libre du Faso (UNALFA) : une organisation professionnelle pour les radiodiffuseurs privés.

### 2.9 Le Mobile

Selon l'UIT quelque 67% des burkinabé ont un abonnement de téléphonie mobile.<sup>8</sup> Les gens utilisent leurs téléphones soit pour interagir avec des chaînes de radio, soit pour appeler ou pour envoyer des SMS. En dehors de cela, le secteur des médias ne semble pas beaucoup utiliser la technologie mobile. Le futur projet Internews Europe utilisera probablement la réponse vocale interactive (IVR) pour certaines de ses activités dans le cadre du projet sur le changement climatique.

## 3. Les défis rencontrés par les journalistes et le secteur des médias

Bon nombre des défis actuels auxquels font face les médias sont de nature chronique et ne sont pas liés à la crise. Cependant, il est important de noter que beaucoup de ces difficultés pourraient être amplifiées au cours de la période de transition.

- La fracture intergénérationnelle : Tout comme les événements se sont déroulés dans les rues de Ouagadougou (et à travers le pays) pendant la crise, il semble y avoir un fossé entre les jeunes du Burkina et les générations plus âgées ; et cela semble être aussi le cas dans le secteur des médias. Plusieurs journalistes plus anciens, plus établis, considèrent la nouvelle génération comme étant arrogant et ayant peu d'intérêt dans la profession. En effet, plusieurs de ces jeunes journalistes sont instruits, mais arrivent à la profession avec peu ou pas d'expérience pratique. Il semblerait que rapprocher ces générations ferait beaucoup pour améliorer et donner plus de poids aux médias au Burkina.

---

<sup>8</sup> <http://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx>

- Le « nomadisme » : De nombreux journalistes ont tendance à passer d'un média à un autre à la recherche des salaires fiables ou des salaires plus élevés. Cela se traduit par le roulement de personnel constant et souvent peu de fiabilité des personnels.
- Rémunération insuffisante : Le secteur des médias au Burkina n'est pas financièrement rentable et donc les travailleurs dudit secteur ne sont pas bien payés. Par conséquent les journalistes sont tentés par la corruption par le biais des « enveloppes » ou de paiement afin d'assurer la couverture de certains événements.
- Le manque de matériel moderne et numérique : Les journalistes et les travailleurs du secteur des médias n'ont pas les outils et les connaissances nécessaires pour travailler de façon responsable et professionnelle pendant la transition.
- La législation : La diffamation est toujours considérée comme un crime et il n'existe pas de droit portant sur l'accès à l'information. Bien que les journalistes ne soient pas inculpés, la législation les impose une autocensure assez importante.
- La convention collective n'est pas mise en œuvre : Il a été extrêmement difficile à mettre en œuvre (et de faire appliquer) la convention collective. Par conséquent, les journalistes continuent d'être mal rémunérés (voire pas du tout).
- Manque de moyens (financiers) pour le transport : Il en résulte que la plupart des couvertures soit concentrées presque exclusivement sur Ouagadougou et deux autres villes principales.
- Manque d'expertise technique : Il y a un besoin réel de techniciens qualifiés pour les imprimeries et le secteur de l'audiovisuel qui subit à présent la migration vers le numérique dont le début est prévu pour 2015.
- Absence de mécanisme de distribution de journaux : Il y a peu de moyens efficaces d'assurer la distribution des journaux publiés à Ouagadougou vers les villes au-delà de la capitale, résultant à une certaine absence d'informations dans ces localités.
- Sécurité : Alors que le nombre de journalistes agressés ou menacés au cours de la crise a été étonnamment faible, au moins un journaliste a reçu des menaces de façon quotidienne pendant plusieurs semaines, et ils pensaient que cela allaient s'aggraver si Zida est nommé Premier ministre (il l'a été effectivement). Lors de ces dernières années, il y a eu plusieurs incidents de médias saccagés, cambriolés et ciblés autrement.

## 4. Les organisations internationales de développement des médias actifs au Burkina Faso

Il existe quelques organisations internationales de développement des médias travaillant dans le pays et celles qui y sont, sont engagées principalement dans la mise en œuvre des projets de communication pour le développement. On y trouve par exemple, Farm Radio

International et Development Media, qui ont tous les deux des bureaux et exécutent divers projets dans les domaines de l'agriculture et de la santé.

Internews Europe commence un projet de trois ans financé par le Department For International Development (DFID) au début de 2015 ; celui-ci mettra l'accent sur le changement climatique. Canal France International (CFI) est également actif dans le pays. CFI travaille en collaboration avec l'Union Nationale de l'Audiovisuel Libre du Faso (UNALFA) pour mettre en œuvre un projet régional (le Sénégal, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Bénin) avec des chaînes de radio communautaires, afin de répondre à l'épidémie d'Ebola. CFI reprendra également un projet de gouvernance en 2015, qui sera axé sur le soutien aux radios communautaires. Enfin, la chaîne lancera un projet de 18 mois lié aux élections à partir de février 2015, et travaillera conjointement avec UNALFA sur ledit projet.

## 5. Recommandations

Sur la base des informations recueillies au cours de cette mission, il est clair qu'il y a des activités spécifiques qui pourraient être entreprises vu le contexte actuel. Cependant, il est important de garder à l'esprit que bon nombre des défis tels que décrits ci-dessus sont essentiellement de nature chronique. A ce titre, les recommandations formulées ici n'abordent pas ces problèmes chroniques, mais plutôt des initiatives à court terme visant à soutenir les médias au cours de cette période de transition jusqu'aux élections.

Il est également important de garder à l'esprit que bon nombre de personnes interrogées ont cité la formation comme le besoin le plus urgent. Cependant, la plupart ont également souligné que les formations typiques de type ponctuelles ne sont pas du tout efficaces et ont plutôt demandé le mentoring ou le coaching interne en cas de formation.

Il y a cependant quelques initiatives claires à court et à moyen terme qui pourraient être prises, compte tenu du processus de transition actuel, qui doit aboutir au processus électoral. Le processus de transition exigera une veille constante par les médias (rôle de surveillance) ainsi que des explications et des analyses, afin que le public puisse à la fois comprendre les enjeux et aussi participer lorsque cela est nécessaire. Le processus de transition débouchera alors sur des élections qui, au meilleur des cas pourraient être litigieuses ; et compte tenu de la situation actuelle au Burkina Faso, les enjeux sont encore plus élevés. Ainsi, il est crucial que les médias reçoivent l'appui nécessaire pour couvrir de manière efficace et responsable, les processus de transition et des élections.

Afin de commencer ce processus, il serait utile de rassembler les journalistes et les représentants du secteur des médias aux fins de réfléchir ensemble sur le rôle positif des médias au cours de la crise et comment cela pourrait être mieux capitalisé pour l'avenir. Cette information pourrait apporter une contribution importante pour les activités supplémentaires comme décrit ci-dessous. Le premier forum pourrait également servir de source d'inspiration pour d'autres réunions qui pourront se tenir de manière régulière au sein du secteur des médias, offrant ainsi de nouvelles possibilités pour résoudre les problèmes au fur et à mesure qu'ils surviennent. Ces rencontres pourraient également être l'occasion pour les médias et les acteurs politiques de se réunir et de discuter sur la manière de procéder.

- a. Forum sur les médias pendant la période de transition : Ce forum serait un point de départ et offrirait l'occasion de réunir les journalistes pour qu'ensemble ils puissent réfléchir

sur les besoins spécifiques des médias pendant la transition et aussi dans une nouvelle Burkina Faso, et comment la performance positive du secteur pourrait être capitalisée. Cela permettrait d'assurer non seulement l'appropriation à partir d'un large échantillon, mais donnerait également l'occasion d'aborder les questions intergénérationnelles ainsi que d'autres préoccupations.

- b. Forum sur la politique et les médias au Burkina : Ce serait un forum ou des échanges réunissant des représentants des partis politiques et des journalistes permettant de discuter et de se connaître dans la nouvelle Burkina.
- c. Formation : En collaboration avec des partenaires locaux (et éventuellement des partenaires internationaux) un programme de formation pourrait être développé qui comprend des modules sur la CSJ, le reportage politique, la couverture des élections et le journalisme d'investigation. Cela permettrait une couverture efficace de la transition et des élections, et fournirait aux médias les outils nécessaires pour assurer une couverture efficace. En plus des modules ci-dessus, il serait utile d'organiser au moins une formation de formateurs. Celle-ci pourrait être développée de telle manière que les nouveaux formateurs reçoivent les outils nécessaires afin qu'ils puissent partager des informations pertinentes avec leurs collègues à travers le pays.
- d. Supplément des élections ou synergie des médias radio/en ligne : Afin de construire sur certaines des activités ci-dessus, cette activité offrirait une occasion aux médias de travailler ensemble afin de publier des suppléments en rapport aux élections. Une autre option (ou une de plus) pourrait être de créer une synergie de radios dans laquelle les chaînes de radio et les sites d'information en ligne, collaborent afin d'assurer la couverture des élections. Plusieurs chaînes de radio (y compris Omega FM) et les sites en ligne (par exemple LeFaso.net.) ont exprimé leur intérêt pour cette initiative.
- e. Le matériel : Ceci est en grande partie un problème chronique. Cependant, afin de permettre une plus efficace programmation de la radio interactive, il serait utile pour les chaînes de radio d'avoir de téléphones multi-lignes permettant aux appels d'être filtrés avant la diffusion de l'appelant.
- f. Voyage d'étude : Beaucoup de personnes interrogées ont exprimé un intérêt dans les voyages d'étude aux pays voisins comme le Ghana. Ils estiment que de tels voyages leur permettraient d'apprendre de leurs collègues de la région des méthodes de couverture efficace des élections. Le défi posé par ce type d'action réside dans le fait que le Ghana est un pays anglophone et la plupart des pays francophones de la région ont connu leurs propres crises et des conflits et s'y trouvent toujours, et ne feraient peut-être pas forcément de bons études de cas.
- g. La sécurité : De plus amples discussions devraient se passer avec les personnes ciblées pour déterminer les mesures qui pourraient leur assurer plus de sécurité.

## 6. Annexes

### Annexe I

#### I. Personnes Interrogées

Organes de presse et Journalistes		
Ahmed Newton BARRY, Rédacteur en chef	L'Événement, (Journal bimestriel privé)	bangreib@yahoo.fr Tel : (226) 70 28 58 82
Jacques BALIMA Rédacteur en Chef	Lefaso.net (Presse privée en ligne)	Theodore_balima@yahoo.fr +226.71484804 +226.67050208
Adjima THIOMBIANO Chef du service des Informations et des Reportages	RTB (TV)	adthiom@gmail.com +226.70247737
Edouard TIENO Responsable Commercial & Marketing	BF1	Dgbf1@yahoo.fr +226.50376333
Ismael OUEDRAOGO Rédacteur en Chef	Ouaga FM	princeouedraogo@yahoo.fr +226.78873825 +226.71305811
Albert NAGREOGO Rédacteur en Chef	Omega FM	blaternagreogo@yahoo.fr +226.76493228 +226.73476059
Siriki DRAME Sports journalist and Deputy Sec.-Gen SYNATIC	RTB (radio)	Sirikid2@gmail.com +226.70244878
Soumaila RABO Rédacteur en Chef	Savane FM	soumailarca@yahoo.fr +226.71017149 +226.76570081
Lookman SANFO Chef d'antenne	Radio Jeunesse	lakmeseyo@yahoo.fr +226.78337626
Associations et Organisations		
Pierre DABIRE, Président	Réseau africain de journalistes pour l'intégrité et la transparence (RAJIT)	Tel : (226) 70 24 35 31 tiergou@hotmail.com

Hortense ZIDA Présidente	Association professionnelle des africaines de la communication (APAC/ BURKINA)	hortensezida@yahoo.fr Tel : (226) 70 25 00 44 +226.79097754
Jean Claude MEDA Outgoing President	Association des Journalistes du Burkina Faso (AJB)	jecmeda@yahoo.fr +226.70288715
Jean-Baptiste ILBOUDO	Observatoire Burkinabé des Medias (OBM)	jbilboudo@yahoo.fr +226.76511473
Abdoulaye DIALLO Coordinateur/ Gestionnaire	Cine Droit Libre CNP-NZ	micailou@yahoo.fr menesdiallo@gmail.com +226.70258508 +226.78925143
Cheriff SY	La Société des Editeurs de la Presse Privée (SEP)	sycheriff@yahoo.fr Tel : (226) 78 81 16 45 +226.50332711
Justin COULIBALY Sec-Gen (and head of Radio Liberté)	Syndicat Autonome des Travailleurs de l'Information et de la Culture (SYNATIC) (also member of Comite de Pilotage CNP-NZ)	Tel :(226) 70 26 20 26 +226.76438314 ldycoul12@yahoo.fr
<b>Organes Gouvernementaux</b>		
Nathalie SOME Président	Conseil supérieur de la communication (CSC)	spscscbf@gmail.com +226.50301124 +226.70206017
René OUEDRAOGO, Directeur Général	Direction générale des médias (DGM), Ministry of Communication	Tel :(226)50324308 +226.50508636 +226.70240409 +226.78855414 rewedr@yahoo.fr
<b>Enseignement du Journalisme</b>		
Serge BALIMA Director (Former Min. Comm under Sankara)	Institut Panafricain d'Etude et des Recherches sur les Medias, L'Information et la Communication (IPERMIC), Université de Ouagadougou	Stheos.balima@yahoo.fr Stheos.balima@gmail.com Serge.balima@univ-ouaga.bf +226.70204218 +226.50365690 +226.50501559 +226.50307430
Haruna BANDE Charge d'études	Institut des sciences et techniques de l'information et de la communication (ISTIC)	+226.70959581

## Annexe II

### II. Contacts supplémentaires

Organes de presse et Journalistes		
Osiris SAWADOGO	Radio Nationale (RTB)	mediafederal.osiris@gmail.com +226.70283929
Jean-Paul BADOUM Directeur Général	Omega FM	Badou_sib@yahoo.fr omegafm@omegafm.net +226.50340141/42/43 +226.70261791
Aicha OUATTAR Directrice Générale	LeFaso.net	ouatcha@hotmail.com +226.74745974 +226.64742664 +226.71994154
Alimata FARTA- OUEDRAOGO Directrice	Radio Nationale (RTB)	Tel : (226) 70 23 17 16 Ouedraogo_nadege@yahoo.fr
Issoufou SARE Directrice Générale	BF1	Tel : (226) 50 37 63 33 Ou (226) 50 37 62 90 dgbf1@yahoo.fr
Cheick SIGUE Directrice Générale	Le Pays (Quotidien privé d'informations générales)	cheicksig@yahoo.fr Tel (226) 70 73 21 00 Ou (226) 50 36 20 46
Associations et Organisations		
Charlemagne ABISSI, President/ Directrice Générale	UNALFA Savane FM	+226. 50330334
Enseignement du Journalisme		
Aicha Tamboura-Diawara Directrice Générale	Institut des sciences et techniques de l'information et de la communication (ISTIC)	tambouraaicha@yahoo.fr +226.70308900

Internationaux		
Pieter Remes	Development Media	pieter.remes@developmentmedia.net
Brenda Soya Public Affairs Officer	U.S. Mission Burkina Faso	Avenue Sembene Ousmane Rue 15.873 Ouaga 2000 01 BP 35 Ouagadougou 01 Tel: (226) 50-49-53-00 x5730
Andréa SARI-ZOURE	Farm Radio International	Tel :(226) 76 61 80 97 yoomiz@fasonet.bf, abambara@farmradio. bf.org

## Annexe III

### III. Rapports consultés

Conseil Supérieur de la Communication, Rapport Public 2013.

International Crisis Group. "Burkina Faso: With or without Compaoré, Times of Uncertainty", Africa Report No. 205, 22 July 2013.

<http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/west-africa/burkina-faso/205-burkina-faso-avec-ou-sans-compaore-le-temps-des-incertitudes.aspx>

International Media Support. Etude sur les défis et les priorités de développement des médias au Burkina Faso, au Mali et au Niger : le cas du Burkina Faso. April 2014.

International Telecommunication Union 2013 data.

<http://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx>

IREX, Media Sustainability Index 2012, Burkina Faso.

Ministry of Communication, Politique Nationale de Communication 2012-2020.

U.S. State Department Human Rights Report 2013

<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm#wrapper>







Le texte de cette publication est protégé par le droit d'auteur. International Media Support (IMS) est heureux de partager ce texte avec vous, dans le cadre de l'autorisation de la Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0 international License. Toutes les photos et autre matériel visuel sont accordés à IMS par leurs détenteurs de droit d'auteur et ne sauraient être réutilisés sans leur approbation préalable.

Première édition : Janvier 2015

Production et droit d'auteur : International Media Support (IMS)

Conception : Lowil Fred Espada

Photos : Michelle Betz, Betz Media Consulting

[www.mediasupport.org](http://www.mediasupport.org)

ISBN EAN 978-87-92209-69-6